

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**N° DLM-2021-062 - Séance du 07/07/2021**

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	24	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 7 juillet à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 01 juillet 2021.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, David CARBONELL, Valérie DALMAS, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Marie-Thérèse AMALVY, Josiane DEVESEA, Michel BAUDOUR, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, Damien CORDEAU, Claire VITOU, François-Xavier CHAZOTTES, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Xavier POTAVIN, Emilie CHENOT, Julie LUDGER, Martin FAURE.

Absents représentés :

Ludovic DUCAMP pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER ; Bernard VIDAL pouvoir à Carole PAHLAWAN ; Séverine MONIN pouvoir à David CARBONELL ; Olivier DURIX pouvoir à Emilie CHENOT ; Nadine GUILLON pouvoir à Philippe MARTY.

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Martin FAURE.

N° DLM-2021-062 - OPERATION DE REQUALIFICATION DU CŒUR DE VILLE - ELECTION DE LA COMMISSION DE CONCESSION D'AMENAGEMENT AD HOC

Dans le cadre de l'opération de requalification du cœur de Ville, le mandat confié par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville, en vue de la réalisation des ouvrages relevant de sa compétence, a été signé en date du 09 juin 2021.

Par délibération n° DLM2019-77 du 12 juillet 2019, le conseil municipal avait élu une commission d'aménagement ad hoc.

Suite au renouvellement du conseil municipal, il revient dès lors d'élire à nouveau cette commission en vue de sa saisine dans le cadre de la procédure de concession d'aménagement.

Cette commission de concession est expressément prévue par l'article R 300-9 du Code de l'urbanisme. Elle est chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues, préalablement à l'engagement de la négociation prévue à l'article L. 3124-1 du Code de la commande publique.

L'organe délibérant choisira le concessionnaire de l'opération, sur proposition de la personne habilitée à mener les discussions et à signer la convention au vu de l'avis, ou des avis émis par cette commission.

Lorsque le concédant est une collectivité territoriale, l'organe délibérant désigne en son sein à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, les membres qui la composent.

Il est proposé que le fonctionnement de la commission de concession ad hoc soit tel que décrit ci-après :

- Que la commission soit composée de 5 membres titulaires élus au sein du conseil municipal ;
- Qu'il soit procédé à l'élection de 5 membres suppléants selon les mêmes modalités, en cas d'empêchement d'un ou plusieurs membre(s) titulaire(s) ;
- Que le Président de la commission et son représentant seront désignés lors de la première réunion de la commission ;
- Qu'avant toute réunion de la commission, une convocation sera adressée à chacun de ses membres, cinq jours francs au moins avant le jour de la réunion ;
- Que la commission pourra se faire assister pour les aspects techniques et juridiques par les services de la collectivité et/ou par une assistance extérieure ;
- Qu'un quorum de 3 membres présents sera nécessaire pour que la commission puisse légitimement émettre ses avis.

Il est rappelé que la commission n'a aucun pouvoir de décision propre. Elle a pour mission d'étudier les propositions reçues dans le cadre de la consultation propre à la concession d'aménagement et de formuler ses avis au regard des critères définis dans les pièces de la consultation.

L'avis de la commission sera obligatoirement sollicité avant l'engagement des négociations avec un ou plusieurs candidats. Il pourra également être sollicité à tout moment de la procédure dans les conditions prédéfinies.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **DECIDE** de créer une commission de concession ad hoc ;
- **APPROUVE** les modalités de fonctionnement décrites ci-avant ;
- **DÉSIGNE** Monsieur le maire, Jean-Luc MEISSONNIER comme personne habilitée à mener les discussions et à signer le traité de concession ;
- **Considérant** qu'il y a lieu de procéder à l'élection de ses membres en séance à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne au sein des membres du conseil municipal, en application des articles R-300-9 du Code de l'urbanisme ;

Une unique liste de candidat est présentée, composée de :

Membres titulaires :

- Elizabeth MAZOLLIER
- Philippe MARTY
- Christophe KASZUBA
- Valérie DALMAS
- David CARBONELL

Membres suppléants :

- François RODENAS
- Claire VITOU
- Marie-France TEXIER
- Xavier POTAVIN
- Ludovic DUCAMP

Cette liste ayant obtenu l'unanimité des votes,

Sont déclarés élus pour siéger au sein de la commission de concession ad hoc :

- En qualité de titulaires :

1. Elizabeth MAZOLLIER
2. Philippe MARTY
3. Christophe KASZUBA
4. Valérie DALMAS
5. David CARBONELL

- En qualité de suppléants:

1. François RODENAS
2. Claire VITOU
3. Marie-France TEXIER
4. Xavier POTAVIN
5. Ludovic DUCAMP

Pour extrait certifié conforme au registre,

Le mercredi 7 juillet,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.